

Québec 

Conseil des services
essentiels

A11S48
E88
2001/02
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2001-2002

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2001-2002

Demande de renseignements généraux



CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	1
2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles).....	3
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 	
3. Liste des voyages <u>hors Québec</u> depuis le 1 ^{er} avril 2000.....	4
<ul style="list-style-type: none"> - endroits et dates du départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - coût; - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre); - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; - bilan et résultat des rencontres. 	
4. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels.....	5
<ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002; - la ventilation des dépenses par types de médias; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense. 	
5. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.....	6
<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat; - firme ayant obtenu le contrat. 	
6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de l'organisme.....	7
<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études; - firme ou individu ayant obtenu le mandat. 	

PAGE

7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant 8
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final);
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant..... 9
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.....
9. Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat..... 13
10. Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes..... 14
- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec.
11. La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun 16
- la marque et le modèle du véhicule;
 - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
 - les appels d'offres faits en 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002;
 - spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

12. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2000-2001 ainsi que les prévisions pour 2001-2002. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. 17
13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme. 19
14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2000-2001, pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)..... 20
- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995..... 21
- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.
16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux..... 24
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.

17. Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles..... 25
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou le bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire et/ou le nom de la firme.
18. Liste du personnel du cabinet du ministre en 2000-2001 en indiquant pour chaque individu..... 26
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2000-2001;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire 28
- a) du ministre
 - b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
20. Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 2000-2001 29
21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention..... 30
22. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant..... 31
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité.

23. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère..... 32
- nom de la personne;
 - poste occupé;
 - salaire;
 - assignation initiale;
 - date de l'assignation hors structure;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
24. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres..... 33
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire;
 - période.
25. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère..... 34
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire;
 - période.
26. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant..... 35
- le salaire de la personne;
 - le montant reçu du régime de retraite.
27. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)..... 36
28. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet..... 39
29. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété..... 40
30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES..... 41
31. Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui..... 42

PAGE

32. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût..... 43
- livres;
 - journaux;
 - magazines;
 - bulletins électroniques et/ou papiers;
 - clubs privés ou autres;
 - billets de saison;
 - etc.
33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site..... 47
- le processus utilisé pour la conception;
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - qui est responsable du contenu sur le site;
 - qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
 - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?
34. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?..... 48
35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger..... 49
- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****1. ORGANIGRAMME.**

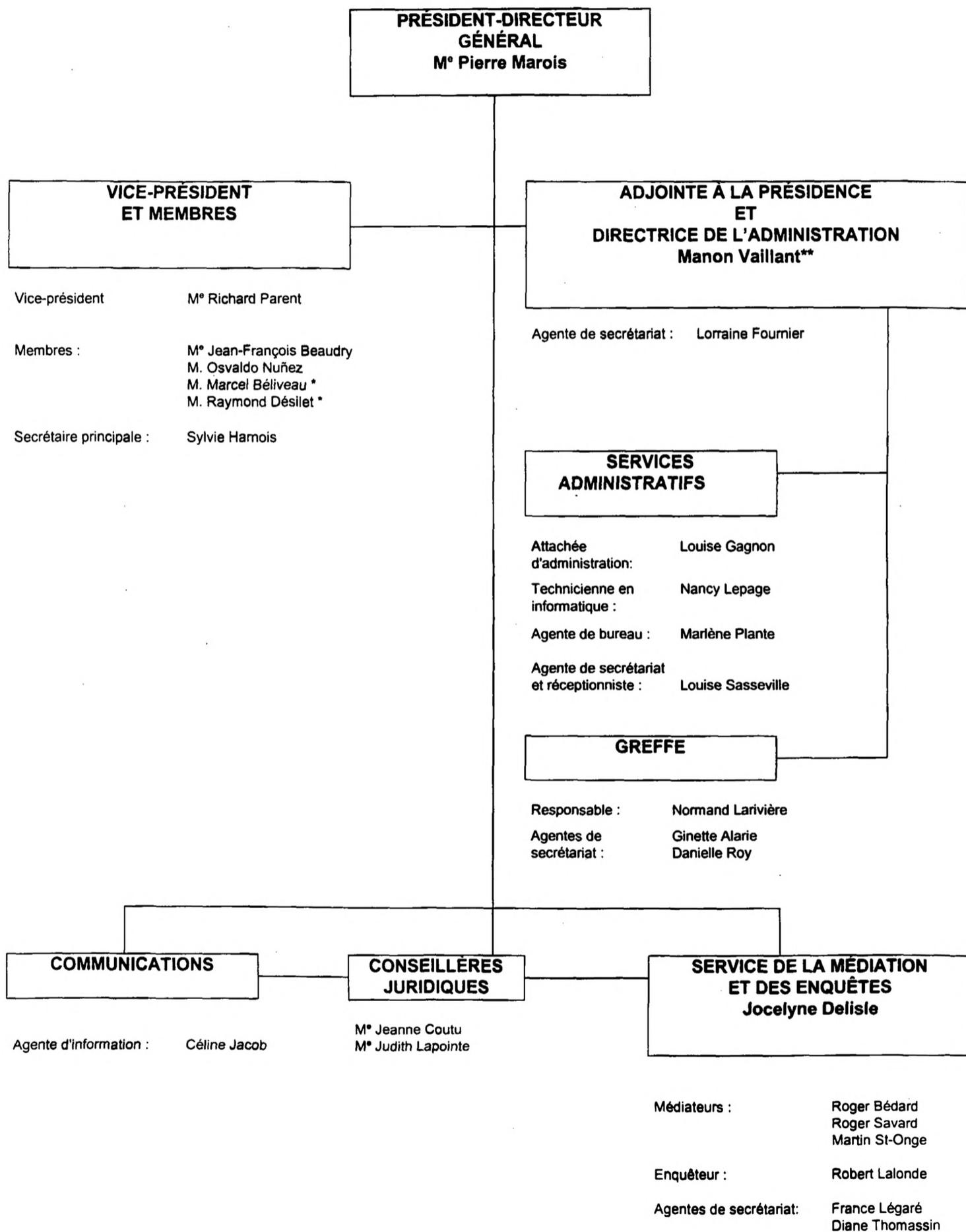
Organigramme du ministère ou de l'organisme, en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

**L'ORGANIGRAMME
EST PRÉSENTÉ À LA PAGE SUIVANTE.**

ORGANIGRAMME DU CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

(514) 873-7246

ORGANIGRAMME 2001



* membres sur convocation

** ces services relèvent du président-directeur général pour la juridiction et de la directrice de l'administration pour le volet administratif ainsi que la gestion des projets

2001-03-08

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Rapport annuel 1999-2000	2000 copies	5 979,00 \$	Envoi auprès de la clientèle gouvernementale et auprès des parties qui se sont présentées devant le Conseil ainsi que dans des salons d'exposition	Imprimerie l'Empreinte inc.
Dépliant informatif sur «Le Conseil des services essentiels»	3000 copies	2 910,00 \$	Distribution lors de participation dans des congrès, expositions et sur demande aux médias d'information	Imprimerie l'Empreinte inc.
Recueils de jurisprudence du Conseil des services essentiels	350 copies	5 140,00 \$	Vente de recueils auprès de la clientèle du Conseil, principalement des avocats des parties patronales et syndicales ainsi que des municipalités, des universités, etc.	Valna graphisme

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2000.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTREES	COUT	NOM	BILAN ET RESULTAT
S/O					

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels:	
les sommes dépensées pour l'exercice financier 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002; la ventilation des dépenses par type de média; les noms des fournisseurs; le but visé par chaque dépense.	
TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ	COÛT
DÉPENSES EN 2000-2001 <p align="center">S/O</p> <p align="right">TOTAL</p>	
DÉPENSES PRÉVUES EN 2001-2002 <p align="center">S/O</p> <p align="right">TOTAL</p>	

TITRE DU PROJET	COÛT	TYPE DE MEDIA	FOURNISSEUR
S/O			
TOTAL			

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****5. LISTE DES SONDAGES ET GROUPE DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE.**

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

liste et coût;

copie des soumissions;

copie du questionnaire et du résultat;

firme ayant obtenu le contrat.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****6. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES, À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR, DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001.**

Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de l'organisme :

liste et coût;

copie des soumissions;

copie des études;

firme ou individu ayant obtenu le mandat.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****7. LISTE DES CONTRATS DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES ATTRIBUÉS EN 2000-2001.**

Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- la durée du contrat;
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

LA LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ EST FOURNIE À LA QUESTION 8.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$ L'INFORMATION SE RETROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2000-2001.**

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - la durée du contrat; - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COUT	MODE *
Pro-Act	Service d'aide aux employés	2 550,00 \$	1
Mc Carthy, Tétrault Avocats	Représentation du Conseil	5 520,77 \$	1
Me François Aquin, Avocat	Représentation du Conseil	10 570,35 \$	1
Me François Aquin, Avocat	Représentation du Conseil	7 844,99 \$	1
Me François Aquin, Avocat	Représentation du Conseil	1 047,50 \$	1
Me François Aquin, Avocat	Représentation du Conseil	597,50 \$	1
Me François Aquin, Avocat	Représentation du Conseil	772,00 \$	1
Ogilvy Renault, Avocats	Représentation du Conseil	13 738,19 \$	1
Grondin Poudrier Bernier, Avocats	Représentation du Conseil	896,50 \$	1
Saulnier, Robillard, Lortie, Huissiers	Frais de signification au Centre hospitalier de la Vallée de l'Outaouais	2 104,03 \$	1
Saulnier, Robillard, Lortie, Huissiers	Frais de signification au SCFP et à l'Union des municipalités	1 627,68 \$	1
Saulnier, Robillard, Lortie, Huissiers	Frais de signification à la Corporation d'Urgence Santé et au RETAQ	1 044,95 \$	1
Saulnier, Robillard, Lortie, Huissiers	Divers dossiers (STL, CHUM, villes de :Terrebonne, Moisy, Ste- Foy	1 163,51 \$	1
Valna Graphisme & Imprimerie	Graphisme	3 100,00 \$	1

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4 : soumission publique

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2000-2001.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> le nom du professionnel ou de la firme; le mandat et le résultat (rapport ou document final); la durée du contrat; le coût; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COUT	MODE *
Télépage	Assistance téléphonique	1 267,45 \$	1
Telbec	Communiqués de presse Service interrompu	307,60 \$	4
CNW Québec Inc	Presse électronique	2 441,38 \$	4
Communications Demo Inc	Revue de presse	2 915,00 \$	4
Le Réseau Caisse, Chartier	Service de presse Service interrompu	704,05 \$	4
Vidéotron Ltée.	Câblodistribution	550,20 \$	2
Médianor	Presse électronique	2 915,00 \$	4

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4 : soumission publique

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2000-2001.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :</p> <p>le nom du professionnel ou de la firme;</p> <p>le mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>la durée du contrat;</p> <p>le coût;</p> <p>le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COUT	MODE
Direction générale des services informatiques (DGI)	Lignes informatiques	2 888,63 \$	1
Réseau Internet Québec (RIQ)	Hébergement Internet service interrompu	59,80 \$	1
S.O.Q.U.I.J.	Accès banque de données	442,20 \$	1
EDS Systemhouse inc.	Entretien annuel de l'environnement de production	5 000,00 \$	1
EDS Innovations	Main d'œuvre informatique	7 580,00 \$	1
Fonds de l'information gouvernementale	Accès à l'utilisation d'un moteur de recherche	1 000,00 \$	1
G.J.G.P. inc.	Mise à niveau de la base de données jurisprudentielles	4 500,00 \$	1

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4 : soumission publique

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2000-2001.**

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> le nom du professionnel ou de la firme; le mandat et le résultat (rapport ou document final); la durée du contrat; le coût; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission: fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT ET DURÉE)	COÛT	MODE
SMA enregistrée	Relations de travail	11 300,00 \$	1

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4 : soumission publique

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****9. LISTE DES CONTRATS AYANT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE.**

Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial :

- le montant du surplus versé;
- le montant du contrat initial;
- les raisons du dépassement;
- le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE FOURNITURES, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la télécopie (*fax*), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le ressourcement ou préparation à la retraite;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.

Photocopies (télécopies incluses)	14 320,64 \$
Téléphonie cellulaire	5 029,20 \$
Télé-avertisseurs	3 200,25 \$
Mobiliers de bureau	1 005,96 \$
Fournitures :	
Mise à jour de logiciel de bureautique	2 100,00 \$
Fournitures diverses (papeterie, chemises de classement, crayons etc.)	6 360,33 \$
Distributeurs d'eau de source	785,47 \$

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE FOURNITURES, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item); - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - le ressourcement ou préparation à la retraite; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement: 	
<ul style="list-style-type: none"> a) au Québec b) à l'extérieur du Québec. 	
Remboursement :	20 527,39 \$
<ul style="list-style-type: none"> frais de transport frais d'hébergement * frais de repas * (incluant per diem) 	
Ressourcement ou préparation à la retraite	0,00 \$
Sessions de type perfectionnement	15 503,91 \$
Participation à des congrès, colloques	4 065,14 \$
<ul style="list-style-type: none"> a) au Québec b) hors Québec 	aucun

* Note : À partir de cette année, les montants (per diem) pour les repas sont inclus dans les frais de repas alors qu'antérieurement ils apparaissaient conjointement au frais d'hébergement.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****11. LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS.**

La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun :

la marque et le modèle du véhicule;

le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;

les coûts d'entretien des véhicules (réparation);

les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);

les appels d'offres faits en 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002;

spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12A. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001.

TRANCHES D'ÂGE : 35 à 55 ans

DESCRIPTION D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Bureau et technicien	1		8									
Professionnels	1		3									
Cadres assimilés	1		1									
Membres	1											
TOTAL	4	17%	12	50%								

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12B. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001.

TRANCHES D'ÂGE : plus de 55 ans

DESCRIPTION D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Bureau et technicien			1									
Professionnels			1									
Cadres assimilés	2		1		1							
Membres	3										1	
TOTAL	5	21%	3	12%	1	4%					1	4%

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

13. COMBIEN DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE DÉPART VOLONTAIRE ET ONT ÉTÉ RAPPELÉES POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME.

Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DE CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE 2000-2001, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

	CONGÉS DE MALADIE				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
									RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSÉES		
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.
AVRIL	3.0	1.0	3.0		1.5	—	5.0		—	3 h 45		—	—		7 h 00	3 h 30	
MAI	1.5	4.0	10.5		3.5	—	2.0		8 h 45	—		—	—		—	28 h 00	
JUIN	2.5	0.5	2.0		4.0	8.5	22.0		28 h 15	35 h 15		—	—		29 h 45	14 h 00	
JUILLET	1.5	1.0	1.5		45.0	21.0	73.0		—	12 h 00		—	—		11 h 45	108 h 30	
AOUT	1.0	0.5	4.0		62.5	—	54.0		10 h 00	—		—	—		3 h 00	24 h 30	
SEPTEMBRE	1.0	1.0	2.0		7.0	1.0	5.0		42 h 15	32 h 30		—	—		83 h 30	14 h 00	
OCTOBRE	2.0	2.0	8.5		—	—	3.0		42 h 53	151 h 16		—	—		—	42 h 45	
NOVEMBRE	3.0	6.0	8.0		19.0	5.0	3.5		40 h 15	27 h 53		—	—		8 h 00	101 h 00	
DECEMBRE	1.5	3.0	4.0		13.0	2.0	12.0		11 h 07	9 h 37		—	—		14 h 00	76 h 15	
JANVIER	20.0	1.0	10.5		7.0	7.0	21.0		41 h 22	20 h 07		—	—		19 h 15	24 h 30	
FÉVRIER	15.0	1.0	5.0		11.0	—	1.0		11 h 45	31 h 53		—	—		—	18 h 23	
MARS	2.0	—	1.5		24.0	—	7.0		—	11 h 37		—	—		7 h 00	35 h 00	
TOTAL	54.0	21.0	60.5		197.5	44.5	208.5		236 h 37	335 h 53					183 h 15	490 h 23	

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995:

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

QUESTION 15 A)	2000-2001		
	Québec	Montréal	TOTAL
Cadres supérieurs et assimilés	1	4	5
Professionnels	0	5	5
Techniciens	0	2	2
Personnel de bureau	1	7	8
SOUS-TOTAL	2	18	20

QUESTION 15 B)

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

S/O

QUESTION 15 C)

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

S/O

QUESTION 15 D)

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

QUESTION 15.D)	2000-2001		
	Québec	Montréal	TOTAL
Cadres supérieurs et assimilés	1	5	6
Professionnels	0	5	5
Techniciens	0	3	3
Personnel de bureau	1	7	8
SOUS-TOTAL	2	20	22

QUESTION 15 E)

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

Cadres supérieurs assimilés	6
Professionnels	5
Techniciens	3
Personnel de bureau	8

QUESTION 15 F)

NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS EN INDIQUANT LA PROPORTION DE CEUX QUI LE SONT DEPUIS 5 ANS.

QUESTION 15 F)	2000-2001	
	Nombre	% depuis 5 ans
Postes occasionnels	2	0
Postes temporaires	—	—
Postes contractuels	1	0

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****16. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.**

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****17. MIS À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES QUI LOUENT DES ESPACES.**

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2000-2001.

18 A) La liste du personnel du cabinet du ministre en 2000-2001 en indiquant pour chaque individu :

NOM	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION	INDEMNITÉ DE DÉPART	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
-----	--------------------	----------------	-------------------	----------------	----------------	---------------------	--------------------------------

S/O

18 B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2000-2001.

SALAIRES	HONORAIRES	CONTRATS	TOTAL
S/O			

18C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :

S/O

18 D) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****19. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.****Liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire :**

- a) de la ministre;
b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE**MONTANT****S/O**

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****21. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2000-2001.**

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés :

pour chacun de ces programmes,
description sommaire du mode de subvention.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****22. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.**

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

23. **LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CET ORGANISME.**

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par l'organisme qui n'occupe aucun poste dans cet organisme :

nom de la personne;

poste occupé;

salaire;

assignation initiale;

date de l'assignation hors structure;

date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****24. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.**

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- période.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****25. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ À NOTRE ORGANISME.**

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté à notre organisme :

assignation initiale;

assignation actuelle;

salaire;

période.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Compaq	Deskpro 300mhz	1998	
Compaq	Deskpro 300mhz	1998	
Compaq	Deskpro 300mhz	1998	
Compaq	Deskpro 133mhz	1996	
Compaq	Deskpro 120mhz	1996	
Compaq	Deskpro 120mhz	1996	
Compaq	Deskpro 120mhz	1996	
Compaq	Prolinéa 575 Pentium	1995	
Compaq	Prolinéa 575 Pentium	1995	
Compaq	Prolinéa 575 Pentium	1995	
Compaq	Prolinéa 486SX	1993	
Compaq	Prolinéa 486SX	1993	
Compaq	Prolinéa 486SX	1993	
Compaq	Prolinéa 486SX	1993	
Compaq	Prolinéa 486SX	1993	
Compaq	Prolinéa 486SX	1993	
Fujikama	386SX	1990	
Imprimantes :			
Lexmark	Optra M410n	2000	1 099,00 \$
Hewlett Packard	Deskjet 870CXI	1997	
Hewlett Packard	Laser HP4MV	1995	
Hewlett Packard	Deskjet 500	1993	
Hewlett Packard	Deskjet 500	1993	
Hewlett Packard	Deskjet 500	1993	
Hewlett Packard	Deskjet 500	1993	
Hewlett Packard	Deskjet 500	1993	
Hewlett Packard	Laser série III	1990	
Hewlett Packard	Laser série II	1988	
Panasonic	KXP-1624	1992	
Panasonic	KXP-1624	1990	
Modems :			
U.S. Robotics	Modem Sportser 56 K V90 externe	2000	184,00 \$
U.S. Robotics	Modem Sportser 56 000 externe	1999	213,00 \$
U.S. Robotics	Modem Sportser 56 000 externe	1998	
U.S. Robotics	Modem Sportser 56 000 externe	1998	
U.S. Robotics	Modem Sportser 28 800 externe	1996	
U.S. Robotics	Modem Sportser 28 800 externe	1996	
U.S. Robotics	Modem Sportser 14 400 externe	1994	
GVC	Modem V.32 bis 14 400 externe	1993	
GVC	Modem V.32 bis 14 400 externe	1993	

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

GVC	Modem V.32 bis 14 400 externe	1993	
Cardinal	Modem 2 400 externe	1993	
GVC	Modem 2 400 externe	1991	
GVC	Modem 2 400 externe	1991	
GVC	Modem 2 400 externe	1991	
GVC	Modem 2 400 externe	1991	
American Power Conversion	Smart-UPS 1400 net	1998	
Compaq	DLT 15/30	1998	
Exabyte	EXB-8700LT externe	1996	
Fujitsu	Scan Partner 600C	1999	1 708,00 \$

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****28. LE NOMBRE D'ETC ALLOUÉS AU PROJET GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****29. L'IMPACT PRÉVU DE L'IMPLANTATION DU PROJET GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet completé.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****30. LES APPLICATIONS DE GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, quelles seront les applications de GIRES.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****31. ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET
MINISTÉRIEL DEPUIS 1994-1995 JUSQU'À AUJOURD'HUI.**

Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à
aujourd'hui.

S/O

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT.

Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût :	
<ul style="list-style-type: none"> - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc. 	
Volumes et mises à jour	3 420,97 \$
Ex. <i>Loi sur les cités et les villes 2000</i> Les lois refondues du Québec Droit du travail express	
Volumes	900,91 \$
Ex. Annuaire téléphonique judiciaire Macaulay Administrative Tribunals Les cahiers de droit (Wilson & Lafleur)	
Journaux	779,92 \$
Ex. Journal de Montréal Le Devoir La Presse	
Magazines	243,91 \$
Ex. PC World Magazine Magazine Info Presse Relations Industrielles Université Laval	
Bulletins électroniques	368,00 \$
Ex. Gazette officielle Partie 2 Répertoire des municipalités du Québec	
Bulletins papier	184,00 \$
Ex. Bulletin Droit de la santé Québec dans le monde	
TOTAL ABONNEMENTS	5 897,71 \$

* Détails disponibles aux pages suivantes.

Abonnement du Conseil des services essentiels

Nom du fournisseur	Titre	Coût					
		Volume et mises-à jour	Volume	Bulletin	Internet	Journal	Magazine
Annuaire Téléphonique judiciaire du Québec	Annuaire téléphonique judiciaire		174,00 \$				
Carswell Thomson	Macaulay Adm. Tribunaux		405,46 \$				
Communications arabesques	Communications arabesques					175,00 \$	
Le Courrier parlementaire	Le Courrier parlementaire		34,95 \$				
Les Éditions Thémis Inc.	Les outils du raisonnement et de la rédaction juridiques		48,50 \$				
Les Éditions Yvon Blais Inc.	Loi sur les cités et les villes 2000	43,75 \$					
	Code municipal du Québec 2000	43,75 \$					
	Accès à l'information 2000	128,75 \$					
	Bulletin de droit de la santé Droit de la santé lois et règlements	170,00 \$	125,00 \$				
Les Publications CCH	Collection du travail Relations de travail	808,00 \$					
	Contrôle judiciaire de l'action gouv.	498,00 \$					
Les Publications du Québec	Gazette officielle				10,00 \$		
	Répertoire des municipalités du Québec				200,00 \$		
	Recueil des politiques de gestion	250,82 \$					
	Sous-total:	1 943,07 \$	662,91 \$	125,00 \$	210,00 \$	175,00 \$	- \$

Abonnement du Conseil des services essentiels

Nom du fournisseur	Titre	Coût					
		Volume et mises-à jour	Volume	Bulletin	Internet	Journal	Magazine
Les Publications du Québec (suite)	Gazette officielle Partie 2 Lois et règlements				158,00 \$		
	Les lois refondues du Québec	38,50 \$					
	Tableau des modifications et index sommaire	54,00 \$					
S.O.Q.U.I.J.	Droit du travail express	473,20 \$					
	Jurisprudence express	343,20 \$					
	Accès à l'information express	112,00 \$					
	Recueil de jurisprudence du Québec	199,00 \$					
Université Laval	Relations industrielles						60,00 \$
Wilson & Lafleur Ltée	Alter Ego		80,00 \$				
	Lois du travail	200,00 \$					
	Les cahiers de droits		50,00 \$				
Revue de droit de l'Univ. de Sherbrooke	Volume 30 - 31		60,00 \$				
La Gazette des femmes	La Gazette des femmes						10,00 \$
Info Tech	Info Tech magazine						19,95 \$
Transport 2000 Québec	Transport 2000 Québec						60,00 \$
The Gazette	The Gazette					149,52 \$	
La Presse Ltée	La Presse					135,20 \$	
	Sous-total:	1 419,90 \$	190,00 \$	- \$	158,00 \$	284,72 \$	149,95 \$

Abonnement du Conseil des services essentiels

Nom du fournisseur	Titre	Coût				Magazine		
		Volume et mises-à jour	Volume	Bulletin	Internet		Journal	
Les Messageries Dynamiques	Journal de Montréal					135,20 \$		
Le Devoir	Le Devoir					143,00 \$		
PC World	PC World Magazine						33,97 \$	
Les Éditions Info Presse	Magazine Info Presse						59,99 \$	
Québec dans le monde	Bulletin			59,00 \$				
Le Barreau du Québec	Journal Le Barreau					42,00 \$		
Revue de droit McGill	Revue de droit McGill		48,00 \$					
Les Éditions juridiques FD	Code civil et code de procédure civile	58,00 \$						
	Sous-total:	58,00 \$	48,00 \$	59,00 \$	- \$	320,20 \$	93,96 \$	
	TOTAL ABONNEMENTS	3 420,97 \$	900,91 \$	184,00 \$	368,00 \$	779,92 \$	243,91 \$	
	TOTAL GLOBAL DES ABONNEMENTS	5 897,71 \$						

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le processus utilisé pour la conception;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

- La réalisation du site Internet a été confiée à : Solutions PUZZLE inc. en septembre 1996.
- Le coût de réalisation : 2 122 \$
- Coût de deux mises à jour : 184 \$
- L'agente de communication est responsable du contenu du site.
- Les modifications sont autorisées par le président directeur général après recommandations de l'agente de communication.
- Pour l'année se terminant au 31 mars 2001, il y a une refonte complète du site et aucune mise à jour n'est prévue.
- De 1996 à janvier 2001, il n'y avait pas de compteur sur le site.
- Nous avons effectué une refonte importante du site en décembre 2001. Toute la programmation a été faite à l'interne, ce site est hébergé sur le serveur gouvernemental. Nous avons notamment effectué une mise à jour de la législation et de la réglementation, introduit une nouvelle facture visuelle qui correspond mieux à la nouvelle image du Conseil et ajouté du code d'éthique et de déontologie des membres.
- En janvier 2001, il y a eu 5 038 accès (hits) pour 221 visiteurs aux différentes pages du site et 4 162 accès pour 240 visiteurs en février 2001.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

34. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.

Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?

LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE FOURNIRA L'INFORMATION.

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****35. LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour.

LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES FOURNIRA L'INFORMATION.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2001-2002

Demande de renseignements particuliers



CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****LISTE DES QUESTIONS**

La liste contient cinquante-cinq questions. Le Conseil des services essentiels est concerné par une d'entre elles.

	PAGE
27. Nombre de décisions rendues au cours de l'année par secteurs d'intervention....	52

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES AU COURS DE L'ANNÉE PAR SECTEURS D'INTERVENTION

Nombre de décisions rendues au cours de l'année par secteurs d'intervention

Pour 2000-2001 (au 31 mars 2001)

1. DANS LES SERVICES PUBLICS

- | | |
|--|----|
| a) décisions quant à la suffisance des services essentiels (art. 111.0.15 à 111.0.26 Code du travail) | 45 |
| b) décisions en redressement * (art. 111.16 à 111.20 Code du travail) | 14 |

2. DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

- | | |
|---|---|
| décisions en redressement * (article 111.16 à 111.20 Code du travail) | 4 |
|---|---|

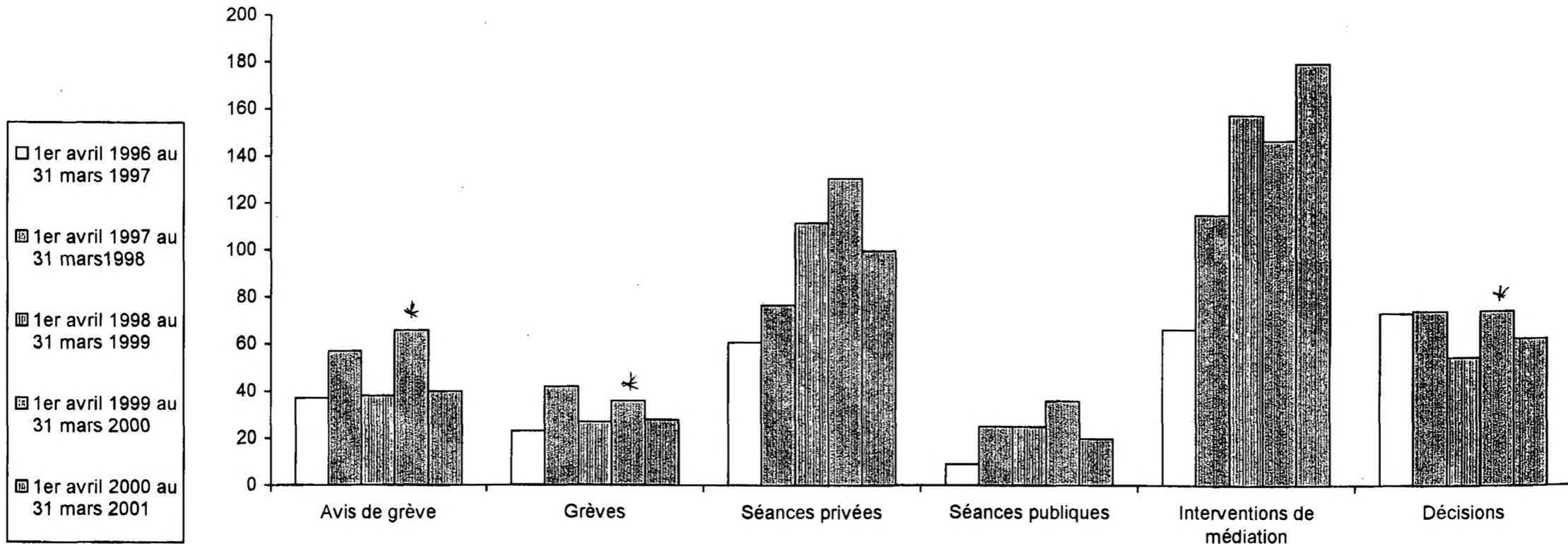
TOTAL	63
--------------	-----------

* Interventions du Conseil principalement dans le cadre de moyens de pression ou d'arrêts de travail illégaux ou d'actions concertées, susceptibles ou vraisemblablement susceptibles de priver la population d'un service auquel elle a droit.

Note : Pour bien comprendre le niveau réel d'accroissement d'activités du Conseil, il importe de compléter ces données par le tableau et les notes jointes.

Il est important de souligner que nous ne pouvons comparer le volume d'activités de cette année avec celui de l'année précédente qui fût une année sans aucun précédent compte tenu des négociations dans le secteur public. Il demeure cependant qu'exception faite de l'année 1999-2000, nous observons une tendance à la hausse des activités du Conseil notamment en médiation.

Interventions du Conseil En évaluation de suffisance de services essentiels Et en redressement



Comparaison sur 12 mois pour les années budgétaires 1996-1997 à 2000-2001

* Les **1846** avis de grève (1999), les **291** grèves (1999) et les **2775** décisions (1999) en évaluation de suffisance de services essentiels du secteur public ne sont pas ici représentés.

	1 ^{er} avril 1996 au 31 mars 1997	1 ^{er} avril 1997 au 31 mars 1998	1 ^{er} avril 1998 au 31 mars 1999	1 ^{er} avril 1999 au 31 mars 2000	1 ^{er} avril 2000 au 31 mars 2001
Avis de grève	37	57	38	Services public: 66 Secteur public: 1846 ¹	40
Grèves	23	42	27	Services public: 36 Secteur public : 291	28
Séances privées	61	77	112	131	101
Séances publiques	9	25	25	36	20
Interventions de médiation	67	116	159	Services publics: 148 Secteur public : 1846	181 ²
Décisions³	Services publics: 48 Secteur public : 26 ⁴	Services publics: 75 Secteur public : 0	Services publics: 55 Secteur public : 13	Services publics: 75 Secteur public : 2775 ⁵	Services publics: 59 Secteur public: 4

¹ 33 avis de grève proviennent des associations de médecins résidents et 1813 avis de grève proviennent du secteur public en général.

² Ce nombre inclut les interventions notamment à propos du CHVO, du SPCUM, du SCFP (lois 124 et 134), d'Urgences-Santé, de la STCUQ, de la STL et du dossier concernant les agents de la paix en services correctionnels du Québec.

³ Pour une valable comparaison entre les données de 1996-1997 et 2000-2001, il faut retenir le chiffre de 48 pour 1996-1997 (voir note 4) et celui de 58 pour 2000-2001.

⁴ Ces 26 décisions concernent les associations de médecins résidents.

⁵ Ce nombre comprend 33 décisions concernant les associations de médecins résidents.

Avis de grève reçus au Conseil**par secteur d'intervention**

Dans les services publics	1 ^{er} avril 2000 au 31 mars 2001
	40

Grèves exercées**par secteur d'intervention**

Dans les services publics	1 ^{er} avril 2000 au 31 mars 2001
	28

Décisions rendues par le Conseil**par secteur d'intervention**

Dans les services publics	1 ^{er} avril 2000 au 31 mars 2001
En évaluation de la suffisance des services essentiels	45
En vertu des pouvoirs de redressement	14
Dans le secteur public	
En vertu des pouvoirs de redressement	4

Activités du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001

Grèves légales exercées :

- dans des municipalités
- à la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie
- dans un établissement privé (centre de crise)
- dans des centres d'hébergement pour personnes âgées
- à la Société de transport de la communauté urbaine de Québec
- dans une entreprise de collecte de résidus domestiques dangereux

Grèves illégales, actions concertées, lock-out, ralentissements de travail ou difficultés d'application d'une entente de services essentiels durant une grève légale :

- dans des municipalités
- dans des centres hospitaliers (CHVO) (CHUM) (Sacré-Cœur de Montréal)
- par les ambulanciers et les préposés au triage des appels d'urgence de la Corporation d'Urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain
- par un regroupement de syndicats du milieu municipal pour la contestation des lois 124 et 134
- dans deux sociétés de transport par autobus (STL, STCUQ)
- par le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec

Note : Des décisions sont rendues sans qu'une audience publique ne soit nécessaire lorsque les parties concluent une entente ou prennent des engagements à la suite d'interventions d'un médiateur désigné par le Conseil. Il arrive que de telles ententes ou engagements interviennent entre le moment de la convocation à une audience et la tenue de l'audience. Parfois, ils sont conclus le jour même de l'audience, juste avant qu'elle ne débute ou durant celle-ci.

Certaines décisions, bien que prises durant le présent mois, ne sont comptabilisées que le mois suivant à cause de la date apparaissant sur le texte de la décision.